



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

politique énergétique

Question au Gouvernement n° 402

Texte de la question

RENOUVELLEMENT DU PARC NUCLÉAIRE BRITANNIQUE

M. le président. La parole est à M. Yves Cochet, pour le groupe de la Gauche démocrate et républicaine.

M. Yves Cochet. Madame la ministre de l'industrie, de l'économie et de l'emploi, il n'y a pas d'Europe de l'énergie, il y a des politiques nationales, et elles sont très différentes.

L'Italie a, depuis maintenant plus de vingt ans, exclu le nucléaire de son économie (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire*) et un Italien dépense deux fois moins d'électricité qu'un Français. Les Italiens sont les champions d'Europe de la sobriété électrique.

L'Allemagne, quant à elle, est sortie du nucléaire depuis dix ans et elle a parié sur les énergies renouvelables. Elle est maintenant championne d'Europe des énergies renouvelables.

Par contraste, la France, dont 80 % de l'électricité est d'origine nucléaire, est la dernière d'Europe en ce qui concerne la sobriété et les énergies renouvelables, hors grand hydraulique.

Il reste l'Angleterre, que nous allons rencontrer aujourd'hui et demain.

M. Jean-Claude Lenoir. Pourquoi " nous " ?

M. Yves Cochet. Elle hésite entre renouveler son vieux parc de centrales nucléaires et se tourner vers la sobriété énergétique et les renouvelables.

D'où viennent les différences entre ces quatre pays ? Elles tiennent au fait que, historiquement, la France et l'Angleterre sont des puissances nucléaires militaires tandis que l'Allemagne et l'Italie ne le sont pas. Le nucléaire civil n'est que le cache-sexe de la bombe atomique ! (*Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Madame la ministre, M. Sarkozy va rencontrer M. Gordon Brown. Va-t-il lui proposer que la France et l'Angleterre, ensemble, s'entêtent dans un vieux programme électronucléaire dispendieux, dangereux, et inutile, qui favorisera par ailleurs la prolifération radioactive ? Ou bien, au contraire, va-t-il lui proposer d'opter pour la modernité que représentent la sobriété et les énergies renouvelables ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de la Gauche démocrate et républicaine.*)

M. Charles de La Verpillière. Éclairez-vous donc à la bougie !

M. le président. La parole est à M. le ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire.

M. Jean-Louis Borloo, *ministre d'État, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député, permettez-moi d'emblée de rectifier quelques contrevérités. Vous avez dit que la France était le dernier pays d'Europe en termes d'énergies renouvelables. C'est faux ! Hors nucléaire, la France est le premier producteur d'énergies renouvelables d'Europe ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.*) Et la France accepte bien volontiers d'en augmenter la part, qu'il s'agisse de géothermie, de biomasse - pour laquelle François Loos avait lancé un grand appel d'offres en 2006 et qui rencontre un énorme succès - ou d'énergie solaire. Aujourd'hui même, Gaz de France fera la présentation de ses offres solaires. Nous n'avons, en matière d'énergies renouvelables, aucune leçon de recevoir, de personne ! (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire.*)

Venons-en à l'énergie et l'eau. Sur ce point, je vous suis, monsieur Cochet, c'est le problème du siècle.

Comment assurer un progrès économique et social sobre en énergie et en carbone ?

Nous lançons le chantier thermique " bâtiment " qui absorbe, vous le savez, 42 % de l'énergie finale. La meilleure énergie, c'est celle que l'on ne consomme pas. Le Grenelle de l'environnement l'a prévu. Le texte a été envoyé à Patrick Ollier. Nous allons en débattre ici. J'espère que vous soutiendrez nos efforts.

En ce qui concerne les autres pays d'Europe, vous avez énoncé une seconde contre-vérité, monsieur Cochet. L'Allemagne a aujourd'hui plus de centrales nucléaires aujourd'hui que la Grande-Bretagne. Je suis navré de devoir vous contredire.

Pour le reste, face au réchauffement climatique, la Grande-Bretagne, État démocratique indépendant, a décidé, après deux années de débat approfondi, de relancer le nucléaire civil sur son territoire. C'est son droit le plus strict. Elle n'est d'ailleurs pas le seul pays d'Europe à se poser la question. Évidemment, les Britanniques nous ont demandé une assistance, notamment en matière de sûreté. Évidemment, nous avons répondu positivement. L'Autorité de sûreté nucléaire française est à la disposition de son homologue britannique. Évidemment, nous répondrons positivement à toutes les demandes de collaboration de nos amis britanniques, qu'elles portent sur la technologie, la sécurité, voire l'industrie.

Pour le reste, monsieur Cochet, n'oubliez jamais que le réchauffement climatique a changé la donne. La France ne croit pas qu'il y ait une seule réponse, fût-ce le nucléaire. Il faut un " mix " énergétique élargi. C'est ce à quoi nous travaillons. *(Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour un mouvement populaire et du groupe Nouveau Centre.)*

Données clés

Auteur : [M. Yves Cochet](#)

Circonscription : Paris (11^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 402

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Ministère attributaire : Écologie, énergie, développement durable et aménagement du territoire

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 27 mars 2008

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 27 mars 2008